

Statement

Discours

Department of
External
Affairs



Ministère des
Affaires
extérieures

89/30

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

ALLOCUTION DU TRÈS HONORABLE JOE CLARK,
SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES,
DEVANT LES MEMBRES DE LA
FÉDÉRATION BALTE DU CANADA
À L'OCCASION DE LA DIX-SEPTIÈME SOIRÉE BALTE

OTTAWA

Le 21 juin 1989

Secretary of State
for
External Affairs

Secrétaire d'État
aux
Affaires extérieures

Canada

SYNOPSIS

Nous avons pris l'habitude de penser au multiculturalisme canadien uniquement du point de vue national, mais il existe une dimension internationale qui nous offre un accès direct à une foule de pays et nous aide à mieux les comprendre.

Parfois, ces liens créent des problèmes lorsque des désaccords étrangers sont importés au Canada mais, le plus souvent, comme dans le cas des communautés baltes au Canada, ils offrent des possibilités que nous devons saisir. La présence au Canada de citoyens qui ont leurs origines en Europe Centrale et en Europe de l'Est confère à notre pays des liens directs et personnels avec les activistes de Solidarité, avec les nationalités des États baltes, et nous rend plus en mesure d'encourager la glasnost et la perestroïka. Il existe des moyens constructifs et innovateurs de mettre à profit les liens humains du Canada avec l'Europe lorsque le premier ministre et moi-même recherchons les avis de dirigeants du monde des affaires qui poursuivent des coentreprises en Union soviétique, ou lorsque je rencontre les familles qui essaient de faire venir au Canada des refusniks ou d'anciens prisonniers politiques. Mais nous devons nous montrer circonspects et raisonnables, et nous laisser guider par le pragmatisme qui rend la politique étrangère efficace. En faisant preuve d'imagination ici au Canada, nous pouvons encourager une pensée nouvelle en Union soviétique ainsi qu'en Europe de l'Est et en Europe centrale.

Le président Gorbatchev a reconnu une réalité que les dirigeants chinois ont négligée -- à savoir que la réforme économique ne peut s'effectuer sans une réforme politique. Un changement fondamental s'est produit en Union soviétique et l'on peut et doit s'attendre à davantage. Mais le changement ne doit pas être rapide au point de provoquer une réaction qui minerait les réussites. Les chefs des fronts populaires dans les États baltes ont manifesté de la sagesse dans une situation instable, en cherchant une transition pacifique vers l'indépendance. Nous encourageons les autorités soviétiques qui ont accepté qu'il est entièrement dans leur intérêt d'accorder le maximum de liberté au peuple des États baltes.

La direction nouvelle en URSS offre de solides raisons de croire que la volonté du peuple peut s'exprimer et qu'elle s'exprimera. Autant que nous sachions, il n'y a plus de prisonniers politiques aujourd'hui en Union soviétique, la tolérance religieuse augmente, et l'immigration est plus élevée maintenant qu'à n'importe quel

moment au cours des dernières années. Le Canada n'a pas de cas de réunion des familles qui ne soient pas réglés avec l'URSS et les visites effectuées au Canada par des citoyens soviétiques ont atteint le chiffre de 12 000 en 1989 (5 000 en 1986). Le processus de démocratisation constitue un grand pas en avant en URSS. Ce n'est qu'un commencement, mais il augure bien.

Le fait nouveau le plus remarquable est l'éclosion des mouvements populaires dans les trois États baltes. L'élection de représentants du front populaire au Congrès des députés du peuple leur offre une tribune nationale pour la poursuite de leurs objectifs. L'issue de l'affrontement des volontés entre les Soviets suprêmes baltes et Moscou est loin d'être claire. Les aspirations des peuples baltes ne pourront toutes être satisfaites en même temps, mais le gouvernement du Canada applaudit les efforts déployés par les peuples baltes pour prendre en main leur propre destinée. Le Canada refuse toujours de reconnaître de facto la maîtrise soviétique sur ses États, mais cela ne signifie pas que nous acceptons sa légitimité.

Un grand nombre de Canadiens recherchent des contacts plus étendus avec les États baltes. Des coentreprises se poursuivent, des échanges privés de gens d'affaires ont lieu, des représentants de mon ministère ont rencontré des membres des fronts populaires. Le Canada peut aider à résoudre certains des grands problèmes auxquels font face les États baltes--le besoin de modernisation et de développement économiques, le danger créé par la pollution de l'environnement, et la nécessité de préserver leur identité nationale. Le rôle de mon ministère est de renforcer les possibilités de contacts et de communications entre le peuple canadien et le peuple des États baltes. Nous ne compromettrons pas, toutefois, notre politique de non reconnaissance de jure.

Le premier ministre fera une visite en Union soviétique en novembre. Les gens d'affaires qui l'accompagneront s'intéressent vivement à la découverte de débouchés commerciaux et devraient être encouragés à se tourner vers les États baltes.

En repensant nos relations avec les pays du Pacte de Varsovie, nous n'oublions pas les questions de droits de la personne qu'il reste à résoudre, et nous n'oublions pas les aspirations des minorités, mais nous devons reconnaître les changements là où ils se produisent et rechercher de nouveaux moyens de renforcer les processus déjà en cours.

Nous avons toujours eu tendance à définir le multiculturalisme au Canada en termes exclusivement canadiens: la diversité qu'il permet; le défi qu'il présente de tirer le meilleur de ce que chaque culture a à offrir; et la tolérance qu'il peut enseigner à tous les Canadiens. Mais il y a aussi une dimension internationale. Le multiculturalisme donne directement accès aux nombreux pays et aux nombreuses sociétés dont les Canadiens sont issus. Ce qui, d'ordinaire, nous donne la possibilité de mieux comprendre ces pays et donc de mieux nous acquitter de notre rôle traditionnel de modérateur sur la scène internationale et de chef de file dans le domaine des droits de la personne. Mais le multiculturalisme peut aussi, en période critique, nous donner une influence que n'ont pas des pays où ces liens familiaux, culturels et linguistiques font défaut.

Parfois, ces liens peuvent faire problème, comme lorsque des différends étrangers sont importés au Canada. Mais, plus souvent, ils créent des occasions que nous devons saisir. Prenons le cas des communautés baltes au Canada. Pendant un certain temps, on a craint que la présence au Canada de citoyens originaires d'Europe centrale et de l'Est ne limite notre capacité d'encourager la glasnost ou la perestroïka. Vos communautés, tout au contraire, peuvent aider le Canada à soutenir ces changements. Des milliers de Canadiens parlent estonien, letton, polonais, hongrois, serbo-croate, slovaque ou tchèque. Ils établissent des rapports directs et personnels entre le Canada et les militants du mouvement Solidarité ou avec les croyants qui veulent suivre les préceptes de l'Église uniante ukrainienne ou du judaïsme en Union soviétique.

Ce ne sont pas là des obstacles à l'exécution de la politique étrangère canadienne; ils peuvent bien au contraire se révéler un atout majeur si nous faisons preuve de la créativité voulue pour en retirer le maximum.

Demain, tandis que le gouvernement poursuivra son examen des options qui s'offrent à lui en réaction aux événements terribles en Chine, j'accueillerai des experts canadiens du secteur privé qui ont une expérience directe de la Chine. Feront partie du groupe des Canadiens d'origine chinoise, ainsi que des universitaires, des gens d'affaires et d'autres qui ont vécu dans cette société sur laquelle nous cherchons à agir.

Notre approche est la même face aux changements différents qui surviennent en Union soviétique ainsi qu'en Europe centrale et de l'Est. Le Premier ministre et

moi-même cherchons conseil auprès des dirigeants du milieu des affaires qui mènent des coentreprises en URSS. Je rencontre des familles, comme celle d'Ala Wolfson et d'Ivan Shumuk, qui tentent de faire venir au Canada des refusniks ou d'anciens prisonniers politiques. Nous croyons pouvoir utilement mettre à contribution les liens humains que nous entretenons avec l'Europe.

Nous devons nous servir de cet atout avec sagesse et avec prudence. Nous devons doser vieux souvenirs et enthousiasmes nouveaux et toujours nous laisser guider par le pragmatisme qui donne à la politique étrangère toute son efficacité. Mais c'est en faisant preuve de créativité chez soi que l'on peut espérer encourager la nouvelle école de pensée en Union soviétique et en Europe centrale et de l'Est.

Voilà pourquoi je me retrouve parmi vous ce soir; certes, je veux rendre hommage à une grande collectivité canadienne et célébrer avec vous sa culture et son histoire, mais je veux aussi vous demander d'aider le Canada à contribuer aux changements positifs et permanents qui s'opèrent en Union soviétique, ainsi qu'en Europe centrale et de l'Est.

L'année écoulée a été marquante dans les relations Est-Ouest.

Des élections ont eu lieu en Pologne et en URSS, et l'on s'attend à ce que la Hongrie emboîte le pas. En janvier, nous avons signé le Document de clôture de la Conférence de Vienne sur la sécurité et la coopération en Europe. De nouvelles négociations sur les armements classiques en Europe se sont engagées.

Et le mois dernier, à Bruxelles, le Premier ministre Mulroney et d'autres chefs de gouvernement ont célébré le quarantième anniversaire de la fondation de l'OTAN à l'occasion d'un sommet qui a donné de nouvelles orientations à l'Alliance. Les propositions dramatiques du Président Bush ont redonné à l'Ouest l'initiative dans les négociations. La proposition du Premier ministre d'instaurer un programme de bourses d'études permettant à des citoyens d'Europe centrale et de l'Est de s'initier aux institutions démocratiques aide à maintenir le dynamisme d'une Alliance qui a protégé le monde occidental pendant quatre décennies.

Mais un vent de changement souffle sur les pays d'où bon nombre d'entre vous et vos familles sont venus. Ce changement, comme tous les changements, pourra amener difficultés et controverses et il exigera à la fois de la créativité et des compromis. Face à ces événements, le Canada n'est pas un simple spectateur mais plutôt un intervenant actif en sa qualité de nation dont les citoyens partagent avec l'Europe diverses langues et un patrimoine commun; de pays prêt à exercer son influence sur la scène internationale; et de société dont le régime économique et les traditions politiques sont source d'encouragement et d'exemple pour ceux qui veulent voir des transformations s'opérer en Europe.

Certains d'entre vous conseilleront d'analyser ces changements avec circonspection, et nous en tiendrons dûment compte. D'autres y verront des occasions qui ne sautent pas nécessairement aux yeux de nos officiels.

Les développements en Chine nous permettent de mieux comprendre la mécanique du changement qui s'opère en URSS. Peu de temps après avoir assumé ses fonctions, le Président Gorbatchev s'est rendu à une évidence qui échappe encore à la direction chinoise: la réforme économique est impossible sans réforme politique. Vous ne pouvez demander aux gens de se priver ou encore de souffrir les effets de la perturbation engendrée par la réforme économique si vous les excluez de toute participation aux décisions dans ce domaine. Dès le départ, le Président Gorbatchev a su que la direction avait failli à la tâche, principalement parce que tous les leviers de commande étaient actionnés par des individus que le voile du secret, combiné à des lois et des pratiques policières répressives, soustrayait à un examen public rigoureux. Seuls les plus téméraires pouvaient oser contester le système.

Certains l'ont effectivement fait.

Bon nombre de ces héros nous sont connus: qu'on pense par exemple aux pères Svarinkas et Tamkevicius, à Mart Niklus, à Petras Grazulis, à Enn Tarto, à Anatoly Shcharansky, à Josef Begun, à Yuri Shukheyvich, à Josep Terelya, et à Stepan Stepeliak. Tous - vous-mêmes, d'autres Canadiens et diverses personnes concernées aux quatre coins du globe - ont uni nos efforts pour obtenir leur élargissement, les ramener d'exil et même les aider à quitter l'URSS. Vous avez su maintenir l'intérêt à leur endroit avant que la glasnost n'apparaisse. Par leur courage, ces gens ont contribué au progrès que nous observons actuellement sous la forme de la glasnost et de la perestroïka; ils ont montré à leurs compatriotes comment garder espoir et ils leur ont inculqué la détermination voulue pour résister à l'érosion de leur identité culturelle. Aujourd'hui, les

autorités soviétiques admettent qu'elles doivent compter avec la coopération - et non plus la passivité - de la population. Et pour obtenir cette coopération, elles sont prêtes à de grandes concessions.

Jusqu'où les dirigeants soviétiques sont-ils prêts à aller? Je l'ignore. Et peut-être l'ignorent-ils eux aussi. Mais ils ont déjà permis aux gens d'exprimer leurs sentiments et les ont même encouragés à le faire, ce qui aurait été impensable il y a quelques années à peine. Il s'est déjà produit un changement fondamental. On peut - et on doit - s'attendre à plus.

Mais le changement ne doit pas être rapide au point de provoquer une réaction qui vienne miner tous les succès remportés au cours de la dernière année. Les dirigeants des fronts populaires de la Baltique ont fait preuve de sagesse dans une situation explosive en recherchant une transition pacifique vers l'indépendance. Nous espérons que leurs efforts seront couronnés de succès et qu'ainsi les autorités se rendront progressivement à l'évidence qu'elles ont tout intérêt à accorder le maximum de liberté aux populations des États baltes. Il faut les encourager à adopter une telle attitude.

La relève de la garde en Union soviétique donne tout lieu de croire que la population pourra se faire entendre et que, dans une certaine mesure, l'expression de sa volonté trouvera écho dans les politiques adoptées. Il y a encore beaucoup à faire. Mais l'URSS a assurément progressé à grands pas pour ce qui est d'éliminer les restrictions à la liberté individuelle.

Nous nous réjouissons de la libération des prisonniers politiques en Union soviétique. La pratique du culte est de plus en plus admise et le principe de la tolérance devrait être consacré dans la nouvelle loi que le Soviet suprême est censé adopter cette année. Les effets de cette loi se feront clairement sentir dans les États baltes, et nous nous intéresserons de près à son impact sur l'Église uniata ukrainienne. Nous continuerons de chercher à obtenir la plus grande liberté de culte pour tous.

Déjà, les progrès ont dépassé les attentes les plus optimistes d'il y a trois ans à peine. Qui en effet aurait pu prédire que plus de 1 600 nouvelles congrégations seraient enregistrées en 1988 (comparativement à 104 l'année précédente), que des centres culturels juifs verraient le jour dans des collectivités un peu partout en Union soviétique, ou encore que des textes religieux pourraient être importés légalement en URSS?

Le nombre d'émigrants soviétiques n'a jamais été aussi élevé depuis les dix dernières années. Durant les quatre premiers mois de 1989, 57 000 permis de sortie ont été délivrés et ce, avant même que les nouvelles lois sur l'émigration aient été promulguées par le Soviet suprême. Nous nous attendons à ce que ces chiffres augmentent une fois que la législation sera en vigueur.

Le Canada n'a pas de cas de réunion des familles qui ne soient pas réglés avec l'URSS. Les visites privées effectuées au Canada par des citoyens soviétiques vers le Canada se sont multipliées -- passant de 5 000 en 1986 à 12 000 en 1988.

Le Président Gorbatchev semble déterminé à créer une société de droit et cherche à s'inspirer de l'expérience des pays occidentaux. Des membres de la Cour suprême soviétique ont rendu visite l'automne dernier à leurs homologues de la Cour suprême du Canada pour discuter de toute une gamme de pratiques juridiques, notamment le rôle de l'avocat pour la défense. On prévoit que cette visite sera rendue. En dernier ressort, évidemment, ce qui compte c'est la manière dont les lois sont appliquées et non les lois elles-mêmes. Nous observerons de près comment l'esprit des nouvelles lois est observé.

Bien que le processus de démocratisation entamé par le Président Gorbatchev constitue un grand pas en avant, les résultats ne sont pas démocratiques au sens que nous donnons à ce terme. Le fait est que l'on a offert au peuple soviétique un choix de candidats pour le nouveau Congrès des députés du peuple. Lorsqu'il n'existait pas de choix, le peuple était libre de rejeter l'unique candidat. C'est ce qu'il a fait.

Le résultat fut que la plupart des députés des États baltes avaient des attitudes représentatives des sentiments locaux et des opinions locales. Cela est vrai également pour certains députés d'Ukraine. Beaucoup de députés sont nettement réformateurs, tout particulièrement Boris Eltsine et Andreï Sakharov. Mais il y en a des douzaines d'autres.

D'aucuns soutiendront que le Président Gorbatchev s'est acquis un Soviet suprême docile, qui fera ce qu'on lui dit. Je ne suis pas de cet avis. Ce n'est pas un organe révolutionnaire, mais il est soucieux de réforme. Et l'on continuera d'entendre les voix des députés au Soviet suprême et, de fait, les voix des députés au Congrès. La politisation de la société soviétique ne fait que commencer, mais les débuts sont prometteurs.

Nul n'est sans mesurer les difficultés auxquelles fait face l'Union soviétique. Le défi que présente la réforme de l'économie, les tragédies de l'Arménie et la catastrophe ferroviaire dans l'Oural, et la violence ethnique qui sévit en Arménie/Azerbaïdjan, en Ouzbékistan et en Géorgie. Les revendications se font de plus en plus nombreuses pour que les droits des nationalités soient mieux reconnus. Ces revendications viennent de divers points de l'Union soviétique, de l'Ukraine, de la Biélorussie et de la Moldavie, mais tout particulièrement des États baltes.

Le fait nouveau le plus remarquable qu'ait connu en une seule année l'histoire de l'Union soviétique est peut-être l'éclosion de mouvements populaires dans les trois États baltes et l'acceptation de grandes parties de leurs programmes par les Soviets suprêmes locaux. L'élection de représentants du front populaire au Congrès des députés du peuple leur offre une tribune nationale pour la poursuite de leurs objectifs. Lors des émissions télévisées en direct qui portaient sur toute la session du Congrès, on a vu les représentants baltes demander carrément une dénonciation des protocoles secrets du Pacte Molotov-Ribbentrop et l'indépendance pour les États baltes. Cela a dû constituer une révélation pour la majeure partie du pays, devenue ainsi consciente pour la première fois des préoccupations des États baltes. La création envisagée d'une commission du Congrès qui examinerait la question du Pacte Molotov-Ribbentrop constituait au moins un aveu qu'il fallait s'occuper de la question.

Dans l'intervalle, les États baltes insistent pour obtenir leur indépendance et refusent de reconnaître les lois s'appliquant à l'ensemble de l'Union soviétique tant qu'elles n'auront pas été approuvées au sein de leur propre Soviet suprême. Ils ont fait de leurs langues les langues officielles des États baltes. L'Assemblée balte des mouvements populaires qui s'est réunie à Tallinn le mois dernier contribuera au sentiment d'un dessein commun pour les trois États baltes.

L'issue de l'affrontement des volontés entre les Soviets suprêmes baltes et Moscou est toujours loin d'être claire.

Les aspirations des peuples baltes ne pourront toutes être satisfaites en même temps. Mais beaucoup de choses ont été réalisées. Le gouvernement du Canada applaudit les efforts déployés par les peuples baltes pour prendre en main leur propre destinée. La glasnost et la

perestroïka ont instauré un climat propice à l'émergence de cette réalité nouvelle qui, nous l'espérons, ne subira aucun recul.

Le Canada refuse toujours de reconnaître de jure l'incorporation forcée des États baltiques à l'Union soviétique. Nous concrétisons notre position de diverses façons importantes:

- Premièrement, les ministres du gouvernement fédéral et les ambassadeurs ne se rendent pas dans les républiques baltes.
- Deuxièmement, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie demeurent des lieux d'origine acceptables sur les passeports et les documents d'immigration canadiens.
- Et troisièmement, comme suite à une politique que j'ai annoncée l'an dernier, les cartes de la région baltique produites par le gouvernement fédéral portent toutes une mention réitérant notre politique selon laquelle nous ne reconnaissons pas de jure l'annexion soviétique.

Notre position de principe à cet égard ne changera pas. Les aspirations légitimes des peuples baltes doivent être satisfaites. C'est sur une base illégale et immorale que l'Union soviétique a assimilé les États baltes. Cette situation doit être redressée.

Il existe néanmoins une réalité nouvelle dans les États baltes et nous devons déterminer ensemble de quelle manière nous y répondrons. Le Canada continue de reconnaître de facto la maîtrise soviétique sur ces États. Cela ne signifie pas cependant que nous acceptons sa légitimité. Telle est la réalité. Mais nous avons le choix. Nous pouvons tourner le dos à la région baltique, refusant par là à des gens qui le méritait l'encouragement et les contacts que nous pouvons offrir. Ou nous pouvons maintenir notre position de jure, mais travailler dans les limites du possible à améliorer la vie des gens là-bas, dont beaucoup ont des liens de famille avec vous qui êtes réunis ici ce soir.

Un grand nombre de Canadiens, particulièrement ceux d'origine balte, recherchent des contacts plus étendus avec les États baltes, à des fins personnelles, familiales, culturelles, sportives ou commerciales. Beaucoup d'entre eux comptent sur le leadership et l'aide du gouvernement canadien pour y arriver. Il en est de même des membres des

fronts populaires que des représentants de mon ministère ont rencontrés ces derniers mois, tant au Canada que dans les États baltes. Un échange privé qui permet à 28 gens d'affaires estoniens d'étudier l'économie de marché capitaliste à l'Université de York a été institué et financé par des Canadiens, pour la plupart d'origine estonienne. Des coentreprises se poursuivent entre intérêts canadiens et intérêts baltes. Il est à prévoir que l'on voudra multiplier les échanges de ce genre afin de permettre des contacts plus étroits avec les États baltes ainsi que la création de nouvelles coentreprises. C'est ainsi qu'il doit en être si l'on veut aider les gens de ces États à réacquérir les compétences qu'ils ont toujours eues en matière de commerce et, en même temps, à développer les contacts entre personnes.

En dehors des questions clés de l'indépendance et de l'autonomie économique, les États baltes font face à trois problèmes fondamentaux: le besoin de modernisation et de développement économiques; le danger créé par la pollution de l'environnement; et la nécessité de préserver leur identité nationale. Le Canada peut les aider sur certains de ces points, peut-être sur tous.

Nous pourrions commencer par le domaine commercial et économique, qu'il s'agisse de formation en gestion, de coentreprises, ou d'opérations purement commerciales. Certains d'entre vous participez déjà à des activités de ce genre et mon ministère veut contribuer à rendre ces échanges bénéfiques tant pour le Canada que pour le peuple des États baltes.

L'environnement peut constituer un autre domaine où nos compétences pourraient être mises à profit. Nous n'avons pas de programmes établis de coopération avec les États baltes dans le domaine de l'environnement. Mais le Canada serait disposé à mettre en commun l'expérience qu'il a acquise dans un domaine si important pour la qualité de la vie.

Les Canadiens d'origine balte jouent depuis longtemps un rôle positif en renforçant le sens de l'identité nationale des peuples des États baltes. Vous avez montré qu'ils ne sont pas oubliés et que leur cause ne l'est pas non plus. Vous avez maintenu des contacts dans la limite du possible. Ces contacts pourront maintenant se développer, et c'est là une occasion dont vous devez profiter. Que les contacts prennent la forme de visites familiales, moins difficiles maintenant à organiser, ou qu'il s'agisse de manifestations sportives, d'échanges et de

rencontres culturelles, médiatiques ou universitaires, vous renforcerez la détermination et la confiance de populations dont le sort nous concerne tous.

Le gouvernement accorde une attention croissante aux États baltes. Un plus grand nombre de représentants de mon ministère et d'autres se rendront dans la région afin que nous ayons la meilleure connaissance possible des développements qui s'y produisent. Nous ne compromettrons pas, toutefois, notre politique de non-reconnaissance de jure. Notre rôle là-bas sera d'améliorer les possibilités de contacts et de communication entre le peuple du Canada et le peuple des États baltes.

Des coentreprises peuvent faciliter le développement de l'éthique du marché, élément crucial du progrès économique dans le cadre de la perestroïka. Certains Canadiens ont été prompts à saisir le potentiel de ces entreprises et d'autres encore le feront dans le proche avenir. Déjà dix coentreprises canado-soviétiques ont été établies depuis 1988, et six autres sont sur le point de l'être. Un groupe de gens d'affaires canadiens se rendra en Ukraine en octobre pour y déterminer les possibilités. Un conseil de gens d'affaires Canada-URSS a été formé sous la direction de sociétés comme Olympia et York, les restaurants McDonald, Lavalin, Foremost, Fracmaster et Alta Genetics. Plus d'une centaine d'entreprises devraient avoir joint cet organisme avant sa première réunion, qui doit avoir lieu à Moscou en novembre. On peut s'attendre à un plus grand nombre de coentreprises dans les États baltes au fur et à mesure que de nouvelles possibilités se dégagent. La formation de cadres et le suivi entrepris par York illustrent bien le genre d'initiatives privées axées sur les gens de la région.

En novembre, le Premier ministre fera une visite en Union soviétique. Il a l'intention d'amener avec lui une délégation de gens d'affaires qu'intéresse vivement la découverte de débouchés commerciaux. Certains d'entre eux trouveront en URSS un marché immédiat pour les produits canadiens, mais beaucoup rechercheront des possibilités à plus long terme. Ils porteront un intérêt particulier aux domaines où les décisions d'ordre économique seront vraisemblablement plus faciles à prendre et qui possèdent déjà une main-d'oeuvre qualifiée et une forte éthique du travail. Ces personnes devraient être encouragées à se tourner vers les États baltes.

Le président Gorbatchev a montré qu'il comprenait de plus en plus la nécessité de permettre aux pays d'Europe de l'Est de tracer leur propre voie. Dans le cas de la Pologne, nous avons tout lieu de nous réjouir d'une telle décision. Certes, les problèmes de ce pays ne disparaîtront pas du seul fait qu'il y a eu des élections partiellement démocratiques. Mais il est déjà évident que le peuple espère dans une certaine mesure que le Parti partagera le pouvoir avec lui et que l'on pourra trouver un moyen de sortir du dilemme politique et économique devant lequel le pays se trouve placé depuis tant d'années.

En Hongrie, la décision du Parti de permettre des élections multipartites offre également de l'espoir.

Le Canada et les autres pays occidentaux devront chercher des moyens innovateurs d'encourager ces tendances dans les pays d'Europe de l'Est qui offrent à leurs peuples une véritable chance de participer au processus décisionnel. En même temps, nous devons amener les autres pays d'Europe de l'Est dont les dirigeants ne sont pas encore imprégnés de l'esprit de la réforme à reconnaître que le monde a changé et qu'ils ne sont plus au pas.

Le Canada a contribué au relâchement des tensions Est-Ouest, lequel a favorisé un élargissement des libertés en URSS, dans les États baltes et en Europe de l'Est. Qu'il s'agisse du contrôle des armements, des mesures de confiance, du renforcement de l'Alliance, ou du processus de la CSCE, la voix du Canada a du poids et sait convaincre. Nous avons la réputation de dire franchement aux pays du Pacte de Varsovie dont la conduite au chapitre des droits de la personne laisse à désirer qu'ils ne seront jamais acceptés comme membres fiables de la communauté internationale tant qu'ils ne s'acquitteront pas de leurs engagements.

Mais nous faisons face maintenant à une situation nouvelle. Certains pays du Pacte de Varsovie se mettent à faire des changements si importants que nous sommes obligés de repenser nos relations avec eux. Nous n'oublions pas les questions de droits de la personne qui restent à résoudre; nous n'oublions pas les aspirations de nationalités comme celles que vous représentez. Mais nous devons attribuer le mérite là où mérite il y a. Nous devons chercher de nouveaux moyens de renforcer les processus déjà en cours. Nous devons encourager des pays comme l'Union soviétique et ses voisins à prendre conscience qu'il vaut mieux pour eux de vivre au sein d'une famille de nations, dirigées par des gouvernements qu'elles ont choisis, unies librement selon ce qu'elles jugent être leur intérêt national.